

L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans

Journal Hebdomadaire

Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La., Téléphone Main 4100.

Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississippi, par an \$2.50
Pour les Etats-Unis, un an \$3.00
Par mois25c

La Petite Comédie

L'Allemagne, ayant découvert que l'Entente n'avait nullement l'intention de se laisser émuvoir par ses protestations de tous genres contre l'occupation d'une partie de son territoire et l'application de nouvelles sanctions, a décidé qu'elle mettrait en scène une petite révolution anarchiste. Sous son œil bienveillant l'élément radical, comme il l'avait précédemment fait à deux reprises, s'est livré à de nouvelles manifestations, et au dire inspiré de certaines dépêches d'outre Rhin le pays est à la veille de tomber entre les mains des communards et des bolchevistes. Des émeutes isolées ont eu lieu à de certains endroits, et pour que la comédie soit bien jouée il y a même eu des bagarres dans les environs de Dusseldorf, une des principales villes occupées par les troupes de l'Entente. Tout cela, bien entendu, a été fort exagéré par la presse bochophile aux Etats-Unis, et on nous a dépeint avec dessein la situation comme étant des plus graves.

Les Allemands en ont été pour leur peine, et l'effet calculé n'a pu être atteint. Personne ne s'est laissé prendre à cette petite comédie, même pas le bon peuple des Etats-Unis, qui actuellement est travaillé sourdement par les émissaires boches et qui observe, à l'égard de ce qui se passe en Allemagne, une indifférence qui sied mal à l'enthousiasme et au patriotisme déployés au moment de notre entrée en guerre.

Quant aux nations de l'Entente, elles sont sur les lieux, et peuvent se rendre compte du peu de gravité des petites révolutions faites sur commande et déchaînées avec méthode et précision à l'heure voulue et aux endroits désignés, et elles refusent de se laisser duper.

La France en particulier sait à quoi s'en tenir sur la mentalité du peuple allemand et de ses gouvernants. Elle sait que la grande masse des habitants en Allemagne obéit aveuglement aux ordres de Berlin. Soumis de longue date à un régime de répressions sévères, habitué à se conformer à une discipline obséquieuse, aimant du reste à se sentir sous le joug tyrannique de ses gouvernants, le peuple allemand, dont la psychologie d'aujourd'hui est celle d'avant guerre, et dont les gestes symboliques et caractéristiques restent toujours le pas de parade et le salut militaire instantané et plein d'humilité, ne se livre à des manifestations d'un ordre politique que lors qu'il se sent encouragé à le faire ou qu'il a conscience que Berlin veut qu'il en soit ainsi.

L'Allemagne nous a déjà donné des spectacles du genre de ceux qui se déroulent en ce moment dans certains centres industriels du pays. Tout cela a pour but d'ajourner le paiement de l'indemnité prévue par le Traité de Versailles ou d'en faire diminuer le montant. N'ayant pas réussi en déclarant qu'elle était sans le sou, alors que ses usines et ses industries fonctionnent avec une activité fiévreuse et commentent déjà à inonder les marchés du monde de leurs produits, l'Allemagne cherche à dresser devant les nations de l'Entente l'épouvantail du bolchevisme et de l'anarchie. C'est le second acte de la petite comédie commencée depuis que l'Allemagne s'est trouvée en face de la décision irrévocable prise à Londres et à Paris de l'obliger à payer l'indemnité prévue par le Traité de Versailles. Le second acte tire à sa fin. Les spectateurs s'en lassent. Le jeu n'a

Nouvelles de Partout

Washington.—Eugène V. Debs, qui subit en ce moment à la prison d'Atlanta une peine d'emprisonnement pour avoir violé la loi contre l'espionnage, est venu seul à Washington pour s'entretenir avec l'Attorney général Daugherty au sujet de la révision de son cas ordonnée par le président Harding. Debs est venu sans être accompagné et s'en est retourné de même.

A partir du 25 mars, les autorités sanitaires américaines resserreront les restrictions relatives à l'immigration. Toute personne venant des Etats balkaniques, de l'est des Balkans et de l'Orient et du Proche-Orient, sera placée en observation pendant les 12 jours précédant son embarquement.

Dublin.—On signale du quartier général aujourd'hui la saisie d'une grande quantité d'armes, de munitions et de pamphlets révolutionnaires et aussi l'arrestation de trois émigrants qui se proposaient de se rendre en Amérique et qui ont été trouvés à la garde de quatre soldats de l'armée républicaine irlandaise.

Paris.—Les journaux qualifient la note allemande refusant le paiement de 12 milliards comme un nouveau défi et une insolence intolérable exigeant l'adoption de mesures énergiques. Ils expriment la conviction que les alliés agiront avec la fermeté et l'unité nécessaires et insistent sur la nécessité de l'aggravation des sanctions et la prise de nouveaux gages importants.

La France prétend que la partie de la Silésie qui a voté pour une annexion à la Pologne gagnera son point devant le conseil suprême des Alliés. L'Allemagne soutient, d'autre part, qu'ayant obtenu la majorité des votes, elle a droit à tout le territoire. Le traité de Versailles déclare que la frontière à établir entre l'Allemagne et la Pologne, après le prébiscite, devra être basée, autant que possible, sur le vœu populaire. Ce texte peut servir d'appui à une foule de prétentions.

Des émeutes séditionnelles continuent au centre de l'Allemagne et semblent être concentrées autour de Bitterfeld, où les autorités fédérales ont été désarmées et les édifices publics occupés par les révolutionnaires, qui pillent les banques et les grands magasins, et où règne une grande terreur. Les trains des chemins de fer ni les lignes télégraphiques ne marchent pas.

Le gouvernement des Soviets en Russie continue ses efforts pour renouveler ses relations commerciales avec les Etats-Unis.

Berlin.—Les dépêches annoncent que les alliés se proposent d'occuper Francfort. Ce serait une nouvelle pénalité pour forcer l'Allemagne à remplir les conditions des alliés relatives aux réparations.

Les Alliés pénétreront en Allemagne plus profondément, si le gouvernement de Berlin ne commence pas immédiatement à payer les réparations. Ils sont fatigués d'entendre les jérémiades de Berlin et de voir que les solutions qu'il propose sont de plus en plus inacceptables.

Londres.—Les veuves se remarient si rapidement que le chancelier de l'Echiquier croit pouvoir réduire de 10 millions de livres sterling le budget des pensions. La veuve d'un soldat mort dans l'armée perd sa pension quand elle se remarie.

plus d'intérêt. Que le rideau se baisse et passons à l'action.

—ANDRE LAFARGUE.

Les responsabilités de la guerre
De M. Charles Chaumet, dans l'Avenir:
L'Allemagne ne se contente point d'étaler aux yeux de l'Entente une misère artificielle pour obtenir la réduction de sa dette et se soustraire à l'obligation de réparer les dommages qu'elle a criminellement causés. En même temps elle prend une attitude provocante menaçante. Elle affecte une indignation vraiment paradoxale contre ce qu'elle appelle les exigences illégitimes des Alliés. Bien mieux. Voici qu'elle ose prétendre qu'elle n'est point responsable de l'horrible catastrophe qui a ensanglanté le monde. Le gouvernement bavarois publie en effet un communiqué déclarant que les municipalités, les partis politiques et les particuliers ont adressé des protestations contre les décisions de Paris et somment le gouvernement de "repousser la thèse de la culpabilité allemande."

L'audace est singulière. Attendons-nous à voir les Allemands soutenir que ce sont les Belges qui ont envahi l'Allemagne et que c'est la France qui lui a déclaré la guerre, ou plutôt qui l'a attaquée sans provocation.

Cependant le chef de la délégation allemande à la Conférence de la paix était entré dans la voie des aveux en disant: "Loin de nous la prétention de vouloir décharger l'Allemagne de toute responsabilité quant à l'explosion de cette guerre mondiale." Il ajoutait, il est vrai: "Mais nous contes ons énergiquement que l'Allemagne dont le peuple était convaincu qu'il soutenait une guerre défensive, porte seule le fardeau de la responsabilité."

Il se peut que le gouvernement impérial ait fait croire à ses sujets qu'en nous attaquant ils se bornaient à prévenir une offensive certaine, probable ou possible. Mais le gouvernement, lui, n'ignorait pas que son agression était préméditée depuis longtemps, sans prétexte et sans excuse. Et le peuple allemand, s'il fut aveugle, le fut volontairement. N'a-t-il pas suivi l'empereur avec un enthousiasme unanime dans la "guerre fraîche et joyeuse?" N'a-t-il pas participé aux crimes commis au cours des hostilités. Ces crimes, tous nos alliés les ont constatés comme nous et ils ont été enregistrés par les neutres. Hélas! les témoignages en subsistent encore partiellement dans ces ruines que les Allemands se refusent encore à réparer.

L'INSOLENCE ALLEMANDE

Mayence.—Après les incidents de l'ambassade de France à Berlin, le 14 juillet 1920, du consulat de Hambourg, où un attaché de consulat avait été maltraité dans la rue de Munich, où la plaque du consulat de France avait été abimée à coups de marteau, un incident du même genre est signalé à Carlsruhe.

Dans la nuit du 22 au 23 février, la grande plaque de cuivre apposée à la porte du consulat de France a été enlevée. Les auteurs du méfait ont inscrit à la place, à la craie "Hilf deutsch" (ici c'est allemand). Quelques jours avant, le docteur Simons avait prononcé à Carlsruhe deux discours enflammés dans lesquels il avait prêché la résistance à l'Entente.

UN ENFANT MEURT D'AVOIR TROP RI

Loretteville.—Un enfant âgé de 2 ans, enfant de M. Téléphore Boivin, manufacturier à Loretteville, jouait avec ses frères et sœurs qui s'amusaient à le faire rire. Il fut pris tout à coup de fou rire et perdit connaissance. Ses parents accoururent aussitôt et constatèrent sa mort. L'enfant s'était étouffé en riant.

Contraste

Chaque fois que je vois une jeune fille se mettant de la poudre sur le bout du nez, dans un restaurant, je me demande ce que sa grand mère, qui fumait la pipe, penserait d'elle si elle la voyait.

L'IMMIGRATION ET LE TYPHUS

Un nouveau cas de typhus a été découvert parmi les passagers de troisième classe du navire français "La-Touraine" par le Dr. Leland E. Cofer, officier de santé du port de New York, chargé de la station de quarantaine des îles Hoffman et Swinburne.

Le Dr. Cofer a dit que la découverte de ce cas de typhus rendrait nécessaire une visite minutieuse des passagers d'entrepont et de première classe. Il a ajouté que les deux îles étaient déjà si pleines de monde qu'on ne pourrait pas y envoyer les immigrants de la "Touraine."

On n'a encore pris aucune décision pour leur détention, mais on croit que les passagers seront détenus à la Quarantaine pendant douze jours, période d'incubation des germes du typhus.

CAILLAUX EST MAL REÇU A GRENOBLE

Grenoble, France.—M. Joseph Caillaux, ancien premier ministre, qui avait été libéré en 1920 après avoir été condamné à plusieurs années de prison pour sa politique défaitiste durant la guerre, est venu ici pour prononcer une conférence. Il était accompagné de sa femme, mais dès que sa présence fut connue, un groupe d'étudiants de l'université tenta de prendre d'assaut l'hôtel où il se trouvait. Ils furent repoussés, mais le couple dut fuir escorté par le maire et se rendre à une gare de banlieue où Mme Caillaux prit le train pour Lyon.

Dans la soirée, M. Caillaux prononça sa conférence qui traitait de la situation économique. Elle fut donnée dans un théâtre sous les auspices de la "Ligue des Droits de l'Homme" et de la "Municipalité Socialiste."

Une grave bagarre eut lieu toutefois en dehors de l'édifice et plusieurs personnes furent blessées avant que l'ordre pût être rétabli.

POUR CEUX QUI CROIENT A LA DETRESSE DE L'ALLEMAGNE

La Deutsche Petroleum A-G proposera, pour l'exercice 1919-20, un dividende de 30%, alors que celui des dix dernières années était de 8%.

Elle distribuera également un dividende de 30% pour l'exercice complémentaire qui comprend le quatrième trimestre 1920.

Incessamment vont être commencés les travaux de construction du canal du Neckar. Ils coûteront 1,500 millions de marks. Le Reich y participera pour 250 millions et garantira le paiement des intérêts.

En 1920, les opérations de la Bourse de Berlin se sont élevées à 655 milliards de marks contre 176 en 1919. Même en tenant compte de la dépréciation du mark, ce chiffre est très supérieur à celui des années d'avant-guerre: 72 milliards en 1912 et 60 en 1913.

"FABRICATION" DE LA PLUIE

Medicine Hat.—Dans une lettre qui vient d'être reçue ici le "fabricant de pluie," C.-R. Hatfield promet une chute de pluie qui dépassera de beaucoup les quatre pouces spécifiés dans son contrat. Hatfield s'est engagé par contrat envers "l'United Agricultural Association," à faire fonctionner des appareils provoquant la pluie, qui seront en opération du 1er mai au 1er août 1921 afin de rendre fertile une section de 100 milles carrés dont Medicine Hat forme le centre.

Hatfield annonce dans sa lettre qu'il est convaincu que grâce aux puissantes opérations qu'il effectuera dans le district au cours de l'été, il parviendra à provoquer une chute de pluie variant de huit à dix pouces.

Le major-général Lejeune, commandant du corps de l'infanterie de marine, a été confirmé dans ces fonctions par le président Harding.